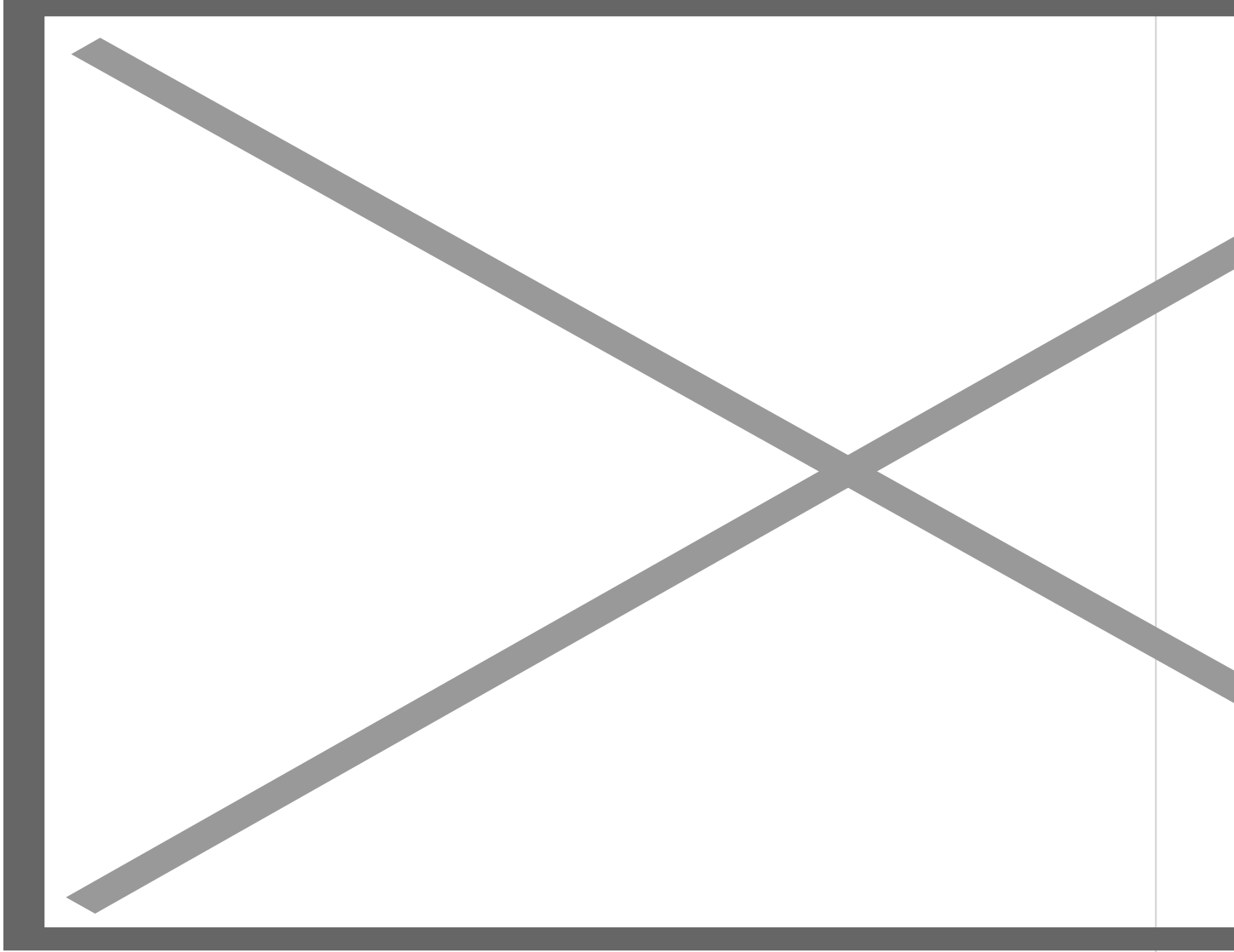


L'Équateur et l'Argentine fragmentent-ils l'Amérique latine ?

Image not found or type unknown



L'Équateur et l'Argentine fragmentent-ils l'Amérique latine ?

Edgar Romero G.

L'analyste politique et historien équatorien Juan Paz y Miño avertit que les deux pays "sont devenus les meilleurs alliés des États-Unis".

À la fin de l'année dernière, l'Équateur et l'Argentine ont organisé des élections présidentielles. Dans le premier cas, il s'agissait d'élections extraordinaires, après que le président de l'époque, Guillermo Lasso, a décrété la "croix de la mort" et dissous le parlement ; tandis qu'en Argentine, il était temps d'aller aux urnes pour élire un nouvel exécutif pour les quatre prochaines années.

En Équateur, c'est le riche héritier Daniel Noboa qui a été élu et a pris ses fonctions le 23 novembre, tandis qu'en Argentine, c'est Javier Milei qui a été élu et a pris ses fonctions le 10 décembre.

"Si l'on fait abstraction du programme de gouvernement et des promesses de campagne, le président Noboa a assuré la continuité du modèle économique business-néolibéral relancé par Lenín Moreno (2017-2021) et affirmé par Guillermo Lasso (2021-2023). Le président Milei est, quant à lui, le premier dirigeant libertaire anarcho-capitaliste au monde. Les deux présidents, et sans doute Milei plus que Noboa, sont devenus des références de l'économie "libre" qui enthousiasme les milieux d'affaires de la région", affirme le politologue et historien équatorien Juan Paz y Miño.

Image not found or type unknown

Javier Milei y Daniel Noboa se saluent Luis Robayo / AFP

Il ajoute que Javier Milei a réalisé des changements plus rapides et plus profonds que ceux avancés par Daniel Noboa. "La société argentine subit donc un processus accéléré qui privilégie les propriétaires du capital et étouffe les conditions de vie et de travail de la population. Une situation qui, sous les caractéristiques de l'Équateur, est également en plein développement".

Impasses

Mais depuis quelques mois que ces dirigeants sont au pouvoir, non seulement des changements sont intervenus dans leurs pays, mais la région a également été secouée.

L'un des derniers événements en date s'est produit dans la nuit du 5 avril, lorsque les forces de sécurité équatoriennes ont pris d'assaut - sur ordre de Noboa - l'ambassade du Mexique à Quito pour arrêter l'ancien vice-président Jorge Glas, qui bénéficiait au moment de son arrestation de l'asile diplomatique.

Cela a entraîné une rupture des relations avec le Mexique, une plainte auprès de la Cour internationale de justice (CIJ) et une condamnation par la plupart des pays de la région, dans des instances telles que l'Organisation des États américains (OEA) et la Communauté des États latino-américains et caraïbes (CELAC).

Image not found or type unknown



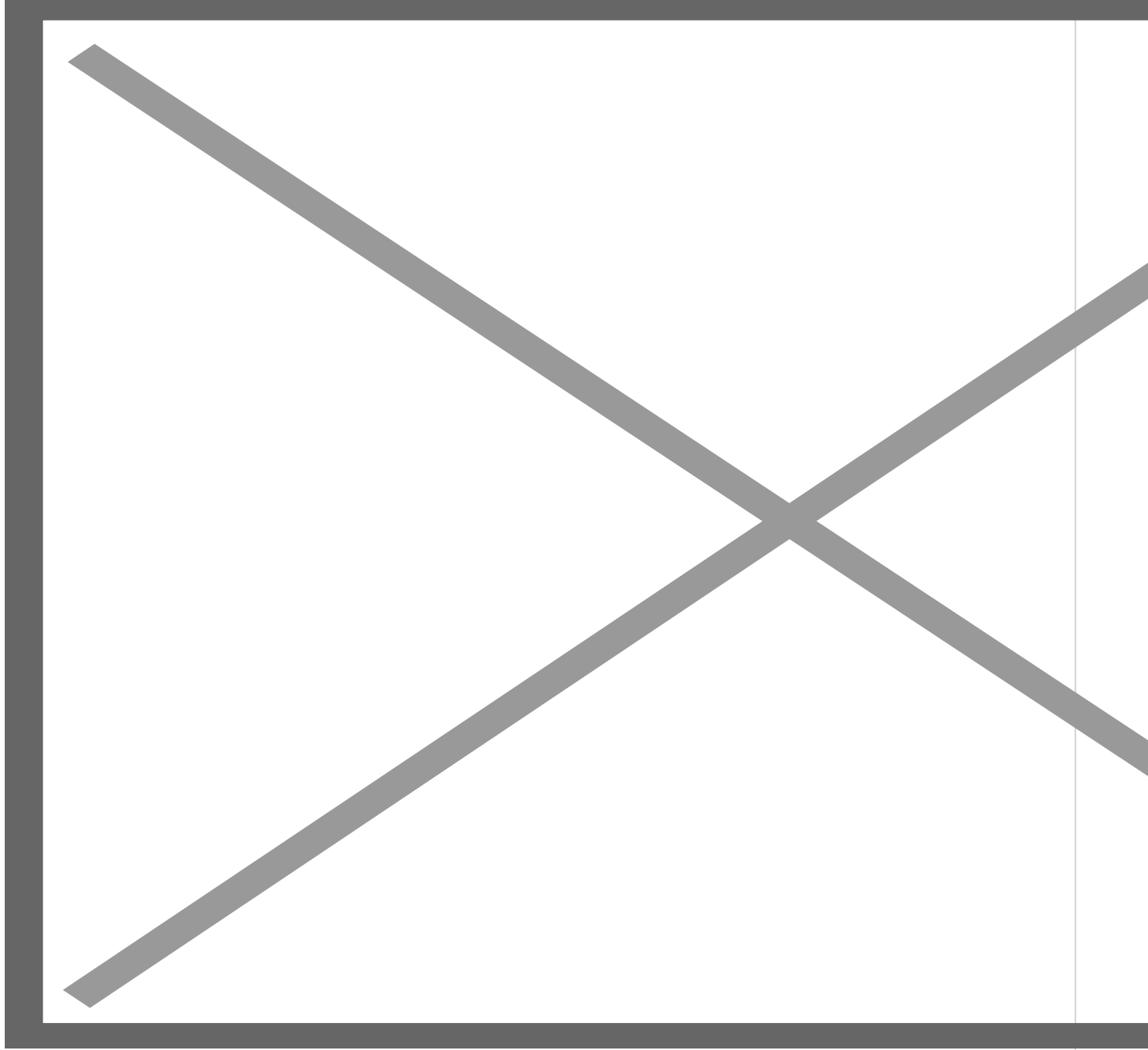
Assaut des forces de sécurité équatoriennes contre l'ambassade du Mexique à Quito, 5 avril 2024 **Dolores Ochoa / AP**

L'Argentine s'est également trouvée récemment dans une impasse avec son voisin chilien après que Patricia Bullrich, ministre de la sécurité du gouvernement de Milei, a affirmé avoir détecté la présence du groupe terroriste Hezbollah à Iquique, dans le nord du Chili, ainsi que dans certaines régions du Brésil et du Pérou. Elle s'est toutefois excusée par la suite.

En outre, le président Milei a fait des déclarations fermes contre ses pairs au Mexique, Andrés Manuel López Obrador, et en Colombie, Gustavo Petro, qu'il a qualifiés respectivement d'"ignorant" et d'"assassin terroriste". Avec le gouvernement mexicain, cela n'a pas dépassé le stade des insultes, mais avec le gouvernement colombien, une crise traînait depuis janvier à propos d'autres propos du président libertaire, que les deux administrations ont décidé de mettre de côté.

Avant de devenir président, Milei a clairement exprimé ses positions contre les gouvernements supposés "communistes" d'Amérique latine, et il n'est donc pas inhabituel qu'il fasse des déclarations de plus en plus fermes contre les dirigeants qu'il juge conformes à sa vision du monde économique. Noboa n'a pas fait de telles déclarations en tant que candidat, mais pas non plus en tant que président ; le problème créé par le raid contre l'ambassade mexicaine à Quito ne peut donc pas être expliqué par des raisons économiques, mais plutôt politiques et 'anti-correístas' (contrairement à ce qui est lié à l'ancien président Rafael Correa), puisque l'intérêt suprême était de capturer un ancien vice-président au prix d'une réaction diplomatique", explique Paz y Miño à propos de ces événements.

Image not found or type unknown



Daniel Noboa, président de l'Équateur Franklin Jacome / Gettyimages.ru

Il souligne que, contrairement à la rupture diplomatique entre l'Argentine et le Chili, réglée après que le président Gabriel Boric a accepté les excuses de Bullrich, dans le conflit qui oppose l'Équateur au Mexique, "Noboa, lui, s'est dit impénitent et a nié toute excuse".

"Le problème va au-delà de ces épisodes", affirme M. Paz y Miño. Pour lui, ce qui s'est passé est davantage lié à l'alignement de l'Équateur et de l'Argentine sur les États-Unis, qui place les administrations Milei et Noboa "à l'avant-garde des forces de droite en Amérique latine pour empêcher le

retour de gouvernements progressistes et de gauche".

Dans le même ordre d'idées, il affirme que l'Équateur et l'Argentine "n'ont pas défendu l'identité de l'Amérique latine en tant que région de paix, en dehors des conflits dans d'autres régions du monde", ce qui semble ouvrir la voie à des pays tels que les États-Unis pour s'engager dans des accords militaires.

"L'Équateur et l'Argentine sont devenus les meilleurs alliés des États-Unis, et ce dans des pays où les géostratégies monistes et hégémoniques de la grande puissance garantissent des accords militaires avantageux pour leur sécurité nationale", insiste l'analyste et historien équatorien.

Image not found or type unknown

**Javier Milei avec la cheffe du Commandement Sud, Laura Richardson, à Ushuaia, 4 avril
2024Présidence argentine / AFP**

Ces derniers mois, les deux pays ont reçu la visite de hauts fonctionnaires américains, dont le général Laura Richardson, commandant du Commandement Sud des États-Unis.

Mme Richardson a été reçue par M. Noboa le 22 janvier et a déclaré à cette occasion que son pays disposait d'un "plan quinquennal" pour la sécurité en Équateur, précisant que pour la seule année fiscale 2024, ils développeraient "un total de 124 activités planifiées".

Elle était également en Argentine au début du mois d'avril. "La meilleure façon de défendre notre souveraineté est de renforcer notre alliance stratégique avec les États-Unis et avec tous les pays qui embrassent les causes de la liberté", a déclaré M. Milei lors d'un bref discours prononcé aux côtés de l'officier militaire américain.

"Bien entendu, les gouvernements de droite d'Amérique latine s'identifient à Noboa et Milei. Nous n'avons pas une Amérique latine unie dans un but commun, comme c'était le cas à l'époque de la Celac ou de l'Union des nations sud-américaines (Unasur) et lorsque les gouvernements progressistes de la nouvelle gauche étaient hégémoniques dans la région", a souligné l'analyste. Le risque de fracture est aujourd'hui plus que latent.

(Traduit de Rt en espagnol)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/352659-lequateur-et-largentine-fragmentent-ils-lamerique-latine>



Radio Habana Cuba